

FORUM DE LA CULTURE

Entretiens préparatoires, automne 2020

D'octobre à décembre 2020, 9 entretiens préparatoires ont été réalisés avec des groupes d'acteurs culturels bordelais, réunis selon des critères « géographiques » (en fonction du quartier où ils travaillent) ou « thématiques » (universitaires, collectif Forces Vives, droits culturels). Voici les comptes rendus/verbatim de ces entretiens, qui ont été suivis d'ateliers de travail de groupes de discussion organisés de décembre 2020 à mars 2021.

22/10/2020 : ENTRETIEN CHARTRONS – GRAND-PARC – JARDIN PUBLIC

Présents : Anne Berger (Glob théâtre), Guy Lenoir (MC2A), Pierre Lecaroze (Pôle Magnetic), Stéphane Guignard (Eclats), Fabien Dutour (Bibliothèque du Grand-Parc)
Animateurs : Yohan Delmeire, David Sanson

Forum, Assises ou Etats Généraux ?

Les intentions présentées du forum suscitent une adhésion totale : ouverture aux publics, aux habitants, aux partenaires et habitants de toute la métropole, temps d'échange mêlant acteurs culturels et non spécialistes, projet itératif sur tout le mandat...

Attention à ce que trop de participation ne tue pas la participation.

Attention au respect des artistes et de leur place dans la vie culturelle. Respect absolu de la liberté de création.

- Déficit de participation citoyenne aux élections, aux réunions de quartier. Réinventer la démocratie participative. Les publics qui s'autorisent à participer à la vie démocratique est très proche de ceux qui participent à la vie culturelle (rappel, 7% des français vont au théâtre au moins une fois dans l'année).
- Quelle représentativité/légitimité de celles et ceux qui prennent la parole.
- Sur-masculinité des opérateurs culturels, sous-représentativité des femmes dans les instances de gouvernance
- Quels dispositifs, quelles réponses, quelle expérimentation pour l'inclusion du plus grand nombre : adéquation entre offre et culturelle et références culturelles des habitants, la question du « « besoin culturel ». Exemple : un été au Grand-Parc rivière : occupation longue (7 semaines) d'un espace public (un jardin) qui continue à avoir ses propres usages, avec pour seule ligne artistique la très grande diversité des propositions et des esthétiques.

Quels nouveaux espaces laboratoires ? les bibliothèques de quartier ?

- Comment peut-on découvrir la ville autrement ? La ville est riche d'ambiances urbanistiques et architecturales radicalement différentes d'une rue à l'autre. Les espaces publics sont nombreux en dehors du centre-ville. Pourquoi ne pas proposer des expositions monumentales ou des grands spectacles dans les quartiers prioritaires pour contribuer au changement d'image et des représentations de ces quartiers prioritaires ?
- Le COVID génère de la colère
- Protéger les associations : rendre l'administration plus vertueuse, plus accompagnante, plus transparente et facilitante dans ses relations avec les associations culturelles. Respecter la liberté artistique et associative, ne pas imposer des projets, ne pas contester la légitimité des projets.
- Bousculer les lignes / favoriser et encourager l'intersectionnalité dans la création et le montage de projet. Aller vers une culture plurielle construite ensemble.
- Quel rôle pour l' élu à la culture et pour les conseillers municipaux délégués ? Doivent-ils être uniquement des décideurs ou aussi des animateurs ? La Ville (les services et pas seulement les services culturels) et les nouveaux élus doivent davantage aller vers les acteurs culturels, les informer des dispositifs existants, organiser des temps de rencontre collectifs réguliers. Ils doivent avoir des agendas plus souples, plus accessibles. Prévoir des temps de rencontre informels (pas seulement budgétaires).
- Implantation territoriale, vivre dans un quartier et construire des porosités avec les autres territoires.
- Rendre l'art accessible à tous. Rendre l'art accessible aux personnes en situation de handicap en favorisant la transversalité artistique (rendre les arts visuels sonores par exemple).
- Débloquer les énergies créatives

Relations à l'administration :

- Le temps administratif (notamment les dossiers de subvention) est trop lourd pour toutes les structures mais particulièrement pour les plus petites.
- Pourquoi devoir donner à l'administration tous les ans les mêmes pièces et documents ?
- Besoin de présence in situ des équipes administratives et politiques. Impression de ne jamais voir les équipes de la DGAC sur le terrain, ni dans les étapes de travail, ni dans les temps de représentation. La Ville n'est présente que lors des temps forts, temps médiatiques.
- Respecter toutes les échelles de création et de vie culturelle. Les opérateurs les plus anciennement installés ont l'impression d'être mieux traités que les opérateurs émergents. Ouvrir réellement les agendas et les possibilités de financement à tous les acteurs culturels quelle que soit leur renommée et le rayonnement de leur projet.
- Ne pas attendre les demandes des opérateurs mais aller vers eux.
- L'administration travaille en silos, secteur par secteur. Aucune transversalité.
- Nécessité de mise en place d'un guichet unique ville + partenaires (Département, Région, Métropole et Etat) et surtout un dossier de subvention unique.
- Décentraliser l'accès aux services culturels et aux services communication (des antennes dans les mairies de quartier ? des services territoriaux plutôt que thématiques ?)
- Trop de difficulté pour être vu : la communication culturelle ne fonctionne pas : pas d'information exhaustive, des délais trop éloignés pour avoir accès aux publications de la ville.

- Faciliter l'accompagnement individualisé et non pas des rdv budgétaires.
- Appliquer le programme politique pour lequel la majorité a été élue :
 - Mettre en place les contrats pluriannuels d'objectifs ET de moyens
 - Conventionner pour 3 ans au moins
 - Réunir tous les partenaires financiers
 - Permettre de créer, de rencontrer et d'assurer des programmations continues.
- Besoins d'espaces de création : recenser les bâtiments vacants appartenant à la ville. Organiser des temps de travail avec les urbanistes, les aménageurs et les bailleurs sociaux pour intégrer des surfaces de création dans les nouveaux programmes, pour mettre à disposition des locaux commerciaux vides.
- Question de l'attractivité de la ville, de la transformation démographique extrêmement forte et rapide : nécessité d'une réflexion métropolitaine.

C'est quoi, la culture à Bordeaux ?

- Un formidable vivier, un énorme potentiel... mais les moyens offerts sont insuffisants notamment les moyens de visibilité. Nécessité d'accompagner davantage pour accéder à une dimension nationale.
- Des points faibles : la danse, les musiques, l'enseignement de l'art, l'absence de lieu d'accès à la culture pour la jeunesse et l'enfance.
- Des champs incroyablement puissants et pourtant très peu soutenus : la BD
- Une culture trop liée à l'évènementiel, à la démonstration (médiatique ...)
- Pas de moyen pour permettre aux artistes bordelais d'aller montrer leur travail ailleurs, sur d'autres territoires.
- Enrichir ce que nous sommes : revendiquer une culture bordelaise (en dépit des bouleversements démographiques).

23/10/2020 : ENTRETIEN AUTOUR DES DROITS CULTURELS

Présents : Jean-Michel Lucas (ancien DRAC), Alexandra Martin (Culture-santé Aquitaine), Pierre Lafaille (Ricochet Sonore), Nadia Russell Kissoon (L'agence créative), Aline Rossard (Ligue de l'enseignement), Eric Roux (Rock School Barbey), Elisabeth Sanson (Chahuts)
Animateurs : Yohan Delmeire, David Sanson

- L'enjeu est d'articuler des pratiques autour de valeurs communes, les plus universelles possibles, en vue de l'intérêt général.
- Mettre en cohérence les pratiques avec les valeurs que sont les droits humains fondamentaux.
- Définition de la culture comme expression des valeurs d'humanité. Toutes les pratiques ne se valent pas au regard des droits humains fondamentaux.
- Plusieurs de références : rapport Shaheed (ONU), convention de Faro, convention de Rabbat, déclaration de Fribourg sur les droits culturels.
- Il s'agit bien de poser les droits humains fondamentaux comme base d'une politique et particulièrement d'une politique culturelle.

Les usages de l'espace public :

- Question de la liberté de création artistique en situation d'état d'urgence sanitaire.
- Est-ce que le fait de devoir demander l'autorisation d'utiliser l'espace public à des fins artistiques n'est pas une atteinte à la liberté de création (il ne faut d'autorisation pour jouer dans une salle..).
- Comment et qui prend la décision d'autoriser ou pas un événement sur l'espace public ? Le politique ? L'administration.
- Aucun espace de dialogue n'existe pour défendre et garantir la liberté artistique en matière d'organisation d'évènements. Quel outil de contrôle démocratique peut-on créer à l'endroit des espaces de décisions ? Quels supports et quelles références communes pourraient faciliter ces échanges (référence au rapport Shaheed) ?
- A quel endroit les artistes et organisateurs de manifestation culturelle peuvent-ils défendre leur projet et leurs droits fondamentaux ?
- Est-ce seulement les conditions sanitaires et sécuritaires qui guident la décision ou existe-t-il une prise de décision en lien avec les contenus artistiques envisagés ?
- Les règles et l'équité d'application des règles :
 - Comment connaître les règles ?
 - Quels outils de la ville listant les possibilités offertes aux acteurs culturels (organisation d'évènements, liste des espaces publics équipés, dispositifs de soutien financier, technique, rh...) ?
 - Pourrait-on joindre les textes fondamentaux des droits culturels à cette valise/outil d'information à destination des organisateurs ?
- Ecouter et faire du rock n roll à la fin des années 1970, c'était déjà une expression de la liberté individuelle et de la liberté de création. Analogie avec les musiques urbaines aujourd'hui.
- Des terminologies dépassées : musiques actuelles vs musiques populaires.
- L'éducation populaire, c'est celle qui prend le peuple pour sujet et non pour objet.

- Imaginer des moyens « pour aller vers » : faire cohabiter des lieux pour accompagner la création et des personnes qui vont au contact de ceux qui ne s'autorisent l'accès à ces lieux.
- Accessibilité / adaptabilité / adéquation offre et demande
- Comment accueillir les futurs univers culturels qui naitront demain, ceux qui vont « bordeliser » la ville de de demain.
- Doter les structures de cahier des charges précis, incluant notamment le rôle de transmission des valeurs fondamentales.
- La question des process de création, de mobilisation et de relation aux personnes :
 - Pas de prise en compte politique et administrative des process. L'impression que seule compte l'œuvre finale et finie. Or les artistes et les associations culturelles passent souvent davantage de temps à créer les conditions de mise en œuvre de la relation aux personnes que dans la création finale.
 - Impression que les décideurs ne soutiennent les projets qui cherchent l'inclusion, le partage, l'interconnaissance, préférant la course aux grands noms.
 - Nécessité d'élaborer les conditions idéales permettant des relations de qualité entre les personnes, les artistes, le politique et l'administration.
 - Transformer les dossiers de subvention en lien avec ceux qui les remplissent (notamment en intégrant les temps d'élaboration et la méthode).
 - Associer des espaces de travail (de la conception à l'évaluation) au sein de l'administration pour suivre et accompagner et ne pas poser un regard seulement financier. Passer du « votre » projet à « notre projet ».
- L'un des objectifs doit être la constitution de « relation de qualité » dans l'objectif de l'émancipation citoyenne et individuelle :
 - Besoin de transparence dans la façon dont les décisions sont prises
 - Prendre en compte les questions de temporalité
 - Prendre en compte les personnes réfractaires aux droits culturels, les accompagner, les former.
- Prendre en compte les récits individuels du passé pour être en capacité de les transmettre. La mémoire des personnes qui vivent sur un territoire doit être mise à disposition de celles et ceux qui choisissent de venir vivre sur ce territoire. Lien éthique et philosophique avec la convention de Faro qui pose le patrimoine dans une nouvelle dimension : chacun est porteur d'une part de notre patrimoine. La mémoire des personnes est d'autant plus à mettre en valeur au regard des bouleversements démographiques que connaît la ville.
- Vers la fin des appels à projets ?
 - Les appels à projets sont vécus comme des commandes à des prestataires (des prestations de service marchands) en rajoutant un degré d'incertitude et une compétition entre acteurs culturels.
 - Le temps nécessaire à la co-construction d'un projet artistique sur un territoire n'est jamais pris en compte. Initier un projet de territoire prend du temps, les délais entre la parution d'un appel à projet et la deadline fixée pour y répondre est fondamentalement incompatible avec l'idée de co-construction voire avec l'idée même de liberté de création.
 - Trouver d'autres dispositifs pour faire autrement
 - Les appels à projets visent toujours l'événementiel, la médiatisation, la visibilité ou le rayonnement.

23/10/2020 : ENTRETIEN BORDEAUX MARITIME

Présents : Michel Dessales (Bibliothèque de Bacalan et Collectif Mascaret), Anne-Laure Garric, Mathieu Cetto, Julien Goret (Garage Moderne), Karine Marchadour (Cité du vin)

Animateurs : Yohan Delmeire, Audrey Fontana, David Sanson

Le contexte sanitaire

- Comment imaginer la culture sans public ?
- Contexte d'appauvrissement de l'accès à la culture
- Imaginer le passage de la transmission collective à des process plus individuels
- Comment trouver la bonne échelle pour contribuer à la construction ou à la consolidation du lien social ?
- L'enjeu central est désormais « d'aller vers » : imaginer une culture déambulatoire, l'utilisation des places et des pieds d'immeuble.
- Les contraintes sont fortes : déplacement interdit / accès au numérique pas évident pour tous / accès aux écoles pour le spectacle vivant ?

Coordonner les projets / faire ensemble

- Création d'un calendrier partagé ouvert au public / Constat d'une difficulté structurelle à partager l'information.
- Création d'une boîte à outils comprenant une cartographie, un annuaire (incluant les « bons contacts » dans les services municipaux), les réglementations, des outils d'accompagnement au montage de dossier et de projet, des consignes de sécurité, des références aux grands textes (droits culturels).
- Permettre le travail sur le long terme en contractualisant avec les associations sur 3 ans pour permettre l'installation des projets sur les territoires.

La question territoriale

- Comment permettre la mutualisation des publics ? Comment faire circuler les publics sur un même territoire, de lieu en lieu ? Comment faire connaître le territoire ?
- Imaginer des fils rouges territoriaux (par semestre) , des thématiques partagées, des « mini-saisons culturelles » qui serviraient d'outils de coordination et de rencontres.
- Mettre les emblèmes du patrimoine bordelais au cœur des parcours : exemple les bassins à flot pour Bordeaux Maritime. Utiliser et valoriser les jardins et les parcs (notamment celui près du ponton de la cité du vin).
- Construire les parcours ensemble :
 - Des énergies existantes fortes sur le territoire Bordeaux Maritime : le carnaval, Rallye ton quartier, l'expérience des machines à rêver
 - Mais « on ne peut pas tout faire ensemble tout le temps »
- Ne pas s'enfermer stricto-sensu dans son territoire. Envisager différentes échelles de territoire. Envisager des projets culturels rendant les publics mobiles d'un territoire à l'autre (exemple de Convoi exceptionnel de Bruit du Frigo)

Relations à la ville et à l'administration

- Difficultés pour trouver le bon interlocuteur et pour joindre « les bonnes personnes »

- Avoir des relations d'échange pour connaître les critères d'attribution des subventions et des aides au projet. Permettre l'écriture collective de ces critères en y incluant des personnes ou des collectifs qui n'y ont pas accès ou qui n'en demandent pas.
- Créer des espaces de dialogue. Construire aussi des relations de qualité avec l'éducation nationale. Rapprocher culture et éducation

C'est quoi, la culture à Bordeaux ?

- Une forte dichotomie entre :
 - Les grandes institutions (un héritage d'une politique culturelle classique) : on a créé des espaces pour y montrer les grandes œuvres...
 - Des petites structures et des organisations de création/médiation hybrides, moins visibles au niveau de la ville et souvent moins soutenues.
- Une image de catalogue au détriment d'une valorisation de la richesse des territoires et des personnes qui y vivent.
- Une culture très cloisonnée, des publics eux-mêmes très cloisonnés. Pas assez d'ouverture à la transdisciplinarité, au mélange culture et autres domaines (mécanique par exemple).
- La culture à Bordeaux doit sortir de son « écrin ». Il s'agit de changer les habitudes.
- Conserver un équilibre entre exigence artistique et ouverture à d'autres publics et à d'autres esthétiques (pourquoi toujours du slam dans les quartiers prioritaires ?)
- Débat culture légitime / culture illégitime
- Trouver de la cohésion, aller vers, accompagner : exemple : Les nouveaux commanditaires
- Créer un passeport culturel territorial pour les jeunes qui leur permettrait un accès gratuit aux lieux culturels situés sur leur territoire.
- Le rayonnement culturel doit être une conséquence et non pas un objectif (exemple du festival Nomades).

9/11/2020 : ENTRETIEN AVEC LE COLLECTIF FORCES VIVES

*Présents : Olivier Desagnat, Nina Ducouret, Blaise Mercier, Clément Lejeune, Marc Vernier,
Animateurs : Yohan Delmeire, Audrey Fontana, David Sanson*

Le collectif Forces Vives existe depuis fin septembre. Il regroupe 275 structures et artistes sur le bassin de vie bordelais. Ils se sont réunis du fait de la conjoncture politique locale (bascullement politique de la ville), du contexte sanitaire et de proche en proche par l'énergie entre plusieurs partenaires.

Il souhaite poser les bases de la redéfinition d'un modèle culturel qui est aujourd'hui à bout de souffle. Différents points ont été posés par le collectif :

- Les modalités du dialogue
- La structuration des secteurs culturels et artistiques
- La transversalité des réflexions
- L'indépendance politique du débat
- La centralité de la notion de coopération
- La lutte contre les inégalités et un engagement fort dans le défi climatique et dans l'attention portée à la jeunesse.

Sept groupes de travail produisent un corpus d'idées.

Le collectif aborde l'étape du Forum de la création dans une démarche de confiance. Il se place dans un calendrier autonome et indépendant mais qui semble conforme à celui de la ville.

Les représentants du collectif du fait que les groupes de travail n'aient pas encore rendu leurs conclusions souhaitent davantage aborder la forme et les conditions du dialogue plutôt que les sujets de fond. Le collectif ne se pose pas dans une volonté d'exhaustivité des propositions et des sujets.

Il est nécessaire de construire une boîte à outils partagée et d'avoir un dialogue continu sur les questions techniques.

Le collectif entend le choix assumé par l'équipe municipale de sortir de la communication permanente mais regrette le peu de signaux politiques qui ont été envoyés depuis son arrivée.

Sur le plan humain, les attentes envers la municipalité sont plutôt comblées. Mais les enjeux sont forts : c'est un tournant voire une révolution culturelle qui est attendue. Il s'agit de reconstruire la ville et le vivre-ensemble en prenant en compte la très grande diversité des personnes et des écosystèmes qui font vivre le territoire. Il s'agit de repenser la centralité géographique de l'offre culturelle, poser l'idée d'un laboratoire ou on pourrait imaginer, tenter, oser les choses. Sont également évoqués :

- La transversalité ;
- La mobilité ;
- Le bassin de population très large ;
- La nécessité d'élargir considérablement la dimension de la « culture ».
- La nécessité de parler entre nous mais pas entre-soi ?

Plusieurs enjeux sont à interroger :

- La question de la temporalité : prendre le temps ;

- La question du calendrier : quid de la concurrence entre la saison culturelle de la ville et la reprise « normale » des activités possible dès l'été prochain (embouteillage de reprise possible à la l'été 21) ?
- Quelle sera la grande proposition culturelle de ce mandat ?
- Comment la saison culturelle peut continuer à exister en reprenant les conclusions du Forum de la culture ?
- Nécessité de reposer un dialogue budgétaire global et pluriannuel.

10/11/2020 : ENTRETIEN BORDEAUX SUD

Présents : Hervé Alexandre (EBABX), Yan Beigbeder (Einstein on the Beach), Benoît Bonnamour (Service culture – Mairie de Bègles), Maxime Bur (Astrodome / Les Vivres de l'art), Kirten Lecoq (Halle des Doves), Stéphan Lauret et Lise Saladain (Manufacture CDCN), Elisabeth Sanson (Chahuts), Olivier Villanove (Agence de géographie affective)
Animateurs : Yohan Delmeire, Audrey Fontana, David Sanson

En préambule, les premières interventions portent sur la continuité du fonctionnement de la ville par rapport à la politique culturelle et à la méthode portées par la précédente majorité municipale :

- Quid de la répartition des aides : fonctionnement / création / FIL
- Quid de la politique de grands événements et de la saison culturelle estivale
- Quel est le paysage culturel bordelais aujourd'hui ?
- Comment la future politique culturelle municipale s'inscrira dans un contexte particulier ?
- Quelle répartition des compétences entre mairie / associations / artistes ?

Les participants souhaitent une réflexion sur la durée, retrouver le temps long ce qui passe notamment par un allègement administratif (une seule convention, une seule demande de subvention...). Ils souhaitent, que malgré la crise sanitaire qui précarise les artistes et le milieu culturel, les réponses d'urgences ne soient pas opposées à une réflexion sur le long terme, permettant de mettre les opérateurs en réseau. Notion d'anti-immédiateté.

Remise à plat des subventions

- Co-écriture des règles d'attribution des subventions avec les partenaires
- Question de la localisation administrative des associations, quelles sont les limites géographiques pour se voir attribuer une aide de la ville de Bordeaux ?
- Le niveau de subvention au fonctionnement attribué est clairement insuffisant.
- L'attribution des subventions fonctionne trop en silos au sein de l'administration. Exemple : la halle des doves est subventionnée par la vie associative mais pas du tout par la culture.
- La vie associative bordelaise est d'une grande richesse mais aussi d'une grande fragilité. Des exemples de découragement commencent à apparaître. Il est nécessaire de prendre soin de l'existant.

La question principale : les lieux

- Les lieux comme endroits de rencontre.
- Pas assez de lieux de diffusion, de monstration. Pas d'espaces intermédiaires de création et production. Le café-théâtre des arts est un modèle assez différent et important à suivre.
- Les futurs LAC : quels critères ? quels aides de fonctionnement ? comment pourra-t-on devenir un LAC ? Une injonction paradoxale semble apparaître avec ces nouveaux lieux. En effet, on demande toujours aux associations de davantage s'impliquer sur des territoires d'intervention de plus en plus grands, notamment parce que la majorité des habitants ne rentre pas dans les lieux de culture. Animer un lieu c'est bien, animer un quartier c'est mieux...
- Les lieux qui existent ont besoin de soutien pour simplement continuer à exister. L'économie des petits lieux de concerts et spectacles est très affectée.

- Qu'est devenue la scène musicale alternative bordelaise ? Où peut-elle s'exprimer ? Comment un jeune musicien aujourd'hui peut-il éclore sur le territoire et faire écouter son travail ? la fermeture de nombreuses petites salles de concerts et de cafés-concerts est dramatique. Après la crise, il ne restera plus grand-chose. Alors comment la ville pourra-t-elle accompagner l'ouverture de nouveaux lieux, notamment dans le centre-ville ? Quelle place la ville leur accordera-t-elle ?
- Plutôt que des grandes salles, ne peut-on créer des petits lieux partout, partagés et identifiés ?
- Le constat est amer entre la place occupée par les scènes labellisées considérées comme des lieux d'excellence et disposant de moyens considérables au regard de l'activisme, de la qualité des propositions et du rôle social de nombreux petits lieux sans aucun moyen. Des discussions et des échanges sont nécessaires avec les labels dans tous les domaines artistiques.
- Des lieux utilisables semblent abandonnés : musée de l'imprimerie ou squat de la rue du Mirail.
- Multiplier les lieux, ce sera aussi multiplier les projets. Il s'agira alors d'inviter au dialogue pour construire ensemble pour soutenir des projets collectifs plutôt que de répondre à des demandes individuelles.
- Les subventions ne passent pas par les lieux mais directement par les compagnies. Ce qui fait que de nombreux lieux existent sans soutien financier direct.
- Quels sont les enjeux et objectifs politiques en matière de création ?
- Pourquoi maintient-on tant de murs entre les esthétiques ? pourquoi des lieux d'excellence ? pourquoi des lieux dédiés au lyrique ou à la danse ? Doit-on encore compartimenter les esthétiques dans des lieux ? Alors que l'espace public est souvent source de décroisement.
- Il faut imaginer des lieux plus simples, plus accessibles, permettant la construction individuelle par la diversité des possibilités offertes.

Espaces publics

- Un vrai sujet d'inquiétude, un vrai problème pour y faire quelque chose... Il n'y a actuellement pas de concertation, dans les autorisations d'intervention artistique sur l'espace public alors qu'il est nécessaire de porter une réflexion en commun. Il faut surtout que le politique se garde d'effet d'annonce sur la question de l'espace public.
- Le calendrier des décisions rendues quant à l'autorisation d'occupation du domaine public est considérablement perfectible. Les réponses sont parfois données à quelques jours de la tenue de l'évènement. Il faudrait organiser des rencontres collectives avec les services en charge du domaine public et remettre de l'humain dans ce type de relation administrative.
- Quel avenir et quels lieux pour la future fête de la musique ?

La biennale saison culturelle

- Est-elle souhaitable ? Dans quel format ? Son calendrier est problématique parce qu'il y aura un embouteillage de propositions à l'été. Le QG est-il nécessaire en ce qu'il vient directement concurrencer des opérateurs qui ne travaillent que l'été ? Comment y intégrer ce qui existe déjà ?

La question du commun

- Comment faire du commun sur un territoire aussi grand que Bordeaux Sud (qui est en réalité plusieurs quartiers très différentes)

La question du temps

- Travailler différemment les temps de recherche et de production.
- Inventer des manières collectives ces nouvelles formes de travail
- Le temps permet la confiance et de véritables coopérations. Rendre visible ces coopérations.
- Lien avec l'Education nationale et le social : pas suffisamment d'espaces d'échanges, de débat et d'interconnaissance.
- Débat démocratisation culturelle vs droits culturels : un processus en cours qui est aussi un véritable enjeu politique. La diversité culturelle doit s'exprimer à travers une diversité de lieux (diversité notamment dans la taille de ces lieux).
- Quelles sont les positions du politique en matière de droits culturels ? Et, plus globalement, quelle place est faite pour la culture dans le discours politique du Maire, du politique ? Quelles sont les ambitions de la ville ?
- Un débat est nécessaire pour trancher entre droits culturels et démocratisation, s'il faut trancher ! La question de la participation est également à interroger.

Enseignement artistique

- Le quartier Bordeaux-Sud est le quartier de l'enseignement supérieur artistique.
- Les élèves sortants des pôles supérieurs restent sur le territoire bordelais après leur formation. Il est nécessaire de penser les lieux existants et les labels en lien avec la dimension enseignement artistique. Il ne faut pas négliger le côté structurant du territoire de l'enseignement professionnel. Il y a là un enjeu métropolitain.
- Quelles possibilités sont-elles encore offertes aux artistes en centre-ville quand on éteint la lumière et qu'on coupe le son ?
- Doit-on, compte tenu des circonstances, faire une grosse pause, tout arrêter et attendre de voir ce qu'il va se passer ?
- En profiter pour regarder ailleurs, comment dans d'autres villes, les acteurs culturels ont réussi à se mettre en réseau.
- En profiter aussi pour alléger les règles, la législation pour permettre les cultures alternatives.

13/11/2020 : ENTRETIEN LA BASTIDE

Participants : Virginie Alriq (guinguette Chez Alriq), Louise Bernard et Stéphane Pinard (Fabrique Pola), Pascale Lejeune (Smart Cie), Marlène Prost (le 308)

Animateurs : Yohan Delmeire, Audrey Fontana, David Sanson

Le groupe évoque les particularités de la rive droite :

- Un territoire au début d'une très forte croissance démographique
- Des besoins actuels accrus par cette croissance en lieux et en offre culturelle (pas de lieu dédié au spectacle vivant sur la rive droite en dehors du Poquelin). Un très fort déséquilibre dans l'offre existe entre les 2 rives de la Garonne.
- Nécessité d'un travail autour de la spatialisation de l'offre culturelle prenant en compte la frontière symbolique qu'est l'avenue Thiers et la problématique de mobilité des publics sur la rive droite (notamment pour les publics spécifiques et/ou accompagnés). Les infrastructures liées à la mobilité sont insuffisantes : station Bat-cub chez Alriq ? à Pola ? navette traversant toute la rive droite...
- Des enjeux de mixité entre les sous quartiers de la rive droite : Queyries Brazza « branché » vs Benauges « populaire ».
- Des représentations et des cartes mentales propres à la rive droite, souvent non conformes à la réalité.
- Il n'y a pas de réelles habitudes de pratiques culturelles pour les habitants de la rive droite sur leur territoire. Ils découvrent souvent les lieux qui existent en proximité lors de grands événements (journées du patrimoine par exemple). Les événements scolaires permettent souvent d'attirer les familles qui découvrent des lieux culturels et sont invités à y revenir. Il faut inviter et ouvrir les lieux à des projets parfois très différents de ceux qui y sont habituellement portés pour entrer en relation en proximité.
- L'une des solutions à la plupart de ces enjeux tient dans l'interconnaissance entre les acteurs et la Ville peut être actrice de cette mise en relation. La ville doit créer l'endroit de la mise en relation (exemple des CLIP pour la transmission de l'information). Il faut des espaces d'informations mais aussi des espaces de rencontres qui permettront d'agir ensemble.
- Le problème du manque d'interconnaissance touche la réalité des actions qui sont menées sur le territoire. Il est nécessaire de savoir mais surtout de comprendre ce que font les autres partenaires du territoire. La base de l'interconnaissance est souvent le montage d'événements en commun.

Relations à la ville et propositions :

- Forum : craintes fortes en référence à l'ancien conseil culturel qui n'avait aucune « efficience ».
- La politique culturelle doit s'inscrire dans un fort décloisonnement des secteurs et dans la sortie du raisonnement « accès / offre ».
- Accompagnement des personnes à l'endroit de leur accès (exemple carnet culture Lille Métropole).
- Difficultés croissantes à faire adhérer des classes et des écoles à certains projets artistiques (les normes et contraintes augmentent).

C'est quoi, la culture à Bordeaux ?

- Une politique culturelle trop classique, de gros opérateurs.
- Quelque chose de figé dans des vieux registres
- Les initiatives sont parfois rendues irréalisables et inaccessibles.
- Forte sous-représentation de l'offre physique du spectacle vivant.
- Des politiques tarifaires excessives.
- Le problème n'est pas tant la qualité des propositions artistiques que les modalités d'accès à ces œuvres.
- Manque de scène alternative, d'innovation, de peps
- Une politique culturelle qui est le fruit d'une longue politique de démocratisation culturelle qui s'appuie toujours sur les mêmes structures : SMAC, théâtres nationaux...
- De nombreux lieux alternatifs ont fermé. Comment peut-on émerger dans la musique aujourd'hui en l'absence de ces lieux ? Comment la ville pourrait changer son regard sur ces lieux. Comment la ville pourrait davantage accompagner la connaissance des réseaux professionnels ?
- Il manque des endroits relais, des scènes intermédiaires comme la Boîte à jouer où on pouvait installer un spectacle pendant 3 semaines.
- Le milieu culturel bordelais a du mal à se rassembler, à se fédérer.
- Il est nécessaire de sortir de la relation à la ville uniquement liée à l'argent.
- Le dynamisme culturel n'est pas à la hauteur du dynamisme territorial. Les artistes ne peuvent pas se loger, n'ont pas d'espaces de travail où créer...
- La biennale saison culturelle : difficulté à la saisir. C'est un outil de marketing territorial. Ce type de manifestation peut avoir de l'intérêt si le territoire peut être auteur de la saison. Il est nécessaire de s'appuyer sur les lieux ressources.
- Les projets urbains ne prennent pas suffisamment en compte la dimension culturelle ce qui génère très vite des tensions fortes avec les nouveaux habitants. Les promoteurs n'informent pas du tout les acquéreurs de la réalité du territoire ce qui déconsidère le travail des acteurs culturels. Le travail sur la vie nocturne entrepris par la ville depuis plusieurs années à des effets très positifs.
- Le COVID a des impacts majeurs sur la plupart des acteurs culturels. Il invite surtout à s'emparer des espaces publics. Il est nécessaire que la ville clarifie les possibilités offertes d'intervenir sur l'espace public et rende les décisions lisibles et cohérentes. Il faut une parole et des intentions politiques fortes sur ce sujet.

4/12/2020 : ENTRETIEN UNIVERSITAIRES

Participants : Hélène-Marie Montagnac, Alexandre Peraud, François Pouthier

Animateurs : Yohan Delmeire, Audrey Fontana, David Sanson

Questions méthodologiques :

- La méthode est saluée dans sa globalité, particulièrement l'aspect itératif du forum lequel permet des réajustements via des rdv réguliers.
- Le lien avec les communes de la métropole et au-delà est interrogé. Le fait que la question métropolitaine n'ait pas été abordée révèle l'échelle et le peu de mobilité des acteurs culturels déjà installés. La mobilité intra métropole est pourtant facile. Quid de la question des endroits d'interconnexion, des frontières (territoriales comme artistiques). LA question de la porosité entre les territoires, entre les quartiers et entre les lieux ramène à la question des identités culturelles fortes.
- L'édition d'un journal de bord, sur les 5 ans, sera aussi intéressant que le résultat final. Montrer comment on permet le changement.
- Reposer la responsabilité et la confiance.

Interconnaissance entre acteurs :

- Les réseaux culturels bordelais sont marqués par des liens faibles Les lieux culturels sont très étanches entre eux. Les pouvoirs publics doivent être les instigateurs de la connexion entre les lieux et entre les acteurs. La puissance publique doit montrer l'exemple en sortant des politiques sectorielles (exemple : le patrimoine au sein des politiques culturelles est toujours porté comme une politique « à part »).
- Il est nécessaire de créer des biens communs partagés ou un bien public dont l'intérêt général est partagé.

Institutions culturelles et labels :

- Les responsabilités dans la constitution de « fiefs inamovibles et indiscutables » sont partagées. Chaque secteur culturel s'est constitué une institution.
- La question de l'ancrage territorial et, a minima, de l'ouverture sur le territoire est centrale. Il faudra apprendre à regarder aussi l'ultra local (les nouveaux territoires de l'art).

Espaces publics :

- Complexité pour répondre aux règles d'usage de l'espace public : risque de troubles à l'ordre public, règles sanitaires...
- « On conçoit des places publiques volontairement pour que les gens ne puissent pas les utiliser » - Joëlle Zask, *Quand la place devient publique*
- L'espace public est le lieu de l'expérience commune.

Droits culturels :

- Ils ont été posés de manière dogmatique. Il est nécessaire, à l'image du réseau Paideia¹, de proposer des rencontres pour montrer ou révéler ce qui existe (exemple de La Salle des Fêtes du Grand-Parc). Les droits culturels doivent être présentés de manière beaucoup plus simple.

Saison culturelle et politique événementielle :

- Quelle est l'attente d'une ville en convoquant une politique événementielle ? Rentrer dans le réseau des grandes métropoles européennes ?
- Quel est le rôle d'un grand événement pour une ville telle que Bordeaux ?
- La concomitance entre le montage de la saison culturelle 2021 et le Forum de la culture n'est pas judicieuse.
- A l'été 2021 une partie des publics ne retrouvera probablement pas le chemin des lieux culturels : lien avec l'espace public.
- Autoriser à interroger ce qui fait événement pour les citoyens, au regard des droits culturels. « C'est un truc qui arrive, qui brise le quotidien ».
- Penser l'événement du point de vue de celui qui le reçoit, ce que cela va changer dans la vie des gens.

Les parcours de formation artistique :

- Nécessaire réflexion sur l'avenir de l'emploi artistique et culturel, partout en voie de précarisation. Meilleure articulation des dispositifs de soutien existants (Département, agences...).
- Prendre garde à l'utilisation du mot émergence. Préférer le terme parcours.

Comment gère-t-on l'intérêt général / le commun ?

- Donner une place aux tiers dans la prise de décision et dans la conduite de la chose publique.
- Passer un cap dans la participation : faire ou rendre possible. Une réorganisation des services sera nécessaire. Ceux-ci doivent-ils être sectorisés ou territorialisés ? L'acceptation au changement par l'administration sera un signe fort si ce changement a lieu sur le fond et sur la forme. Mettre à haut niveau dans les intentions le questionnement de l'action publique permet de consolider le lien et la confiance dans le débat.
- Le changement ne doit pas rester au niveau des techniques.

9/12/2020 : ENTRETIEN SUPPLEMENTAIRE

Présents : Eric Chevance (Universitaire, auteur, artiste), Hélène des Ligneris (La Machine à Lire), Olivier Lombardie (Opéra national de Bordeaux), Fabienne Signat (administratrice collectif OS'O)

Animateurs : Yohan Delmeire, David Sanson

Insertion professionnelle des étudiants qui sortent des formations artistiques :

- Lien avec les institutions culturelles. Comment pourrait-on offrir des temps de travail dans les institutions à des étudiants en fin de parcours de formation ?
- Missionner les établissements culturels pour développer de nouveaux partenariats artistiques.
- Il existe un écart important entre ce qui est déjà fait en ce sens et ce que les gens savent de ce qui est fait. Néanmoins, il y a un écart énorme entre la demande et les capacités d'accueil des établissements culturels. Il y a un vrai défaut d'information, de valorisation des liens entre les écoles de formation artistique professionnelles et les institutions.
- Deux questions sont ici évoquées : celle de l'absence de lieux disponibles pour travailler (lieu de résidence, espace de création) et celle de la méthode de sélection des artistes accueillis dans les institutions.
- De nombreuses difficultés juridiques pour accueillir des compagnies amateurs comme professionnelles.
- La crise sanitaire renforce ces difficultés.
- On peut s'interroger sur l'avenir de futurs artistes mais on peut aussi se demander si l'existant va perdurer au-delà de la crise.

Comment réfléchir à Bordeaux dans 3 ou 4 ans lorsqu'on ne voit pas demain ?...

- Les équipes artistiques et d'administration des compagnies sont épuisées. La réflexion dans le cadre de ce forum ne doit pas être que sur le long terme mais aussi sur l'immédiateté.
- Les libraires sont fortement soutenues par leur clientèle (une nouvelle clientèle est apparue avec le *click & collect*) et finiront l'année sur de bonnes bases économiques. Les libraires sont porteuses d'une force, elles ont été reconnues comme lieu essentiel. *Comment les librairies peuvent-elles participer à la création d'un commun ? Les partenaires les plus essentiels des libraires sont très affectés par l'annulation des salons du livre, particulièrement les petits éditeurs et les auteurs. Pourquoi dans ce contexte fait-on disparaître les stands des éditeurs sur L'escale du livre ?*

Vers un nouveau projet commun :

- Nécessité d'un engagement culturel fort pour Bordeaux
- Chacun doit pouvoir être force de proposition ou de participation
- Il faut inventer des solidarités nouvelles
- La relation à la mairie ne doit pas être que financière, l'intérêt du forum est justement de sortir de tels échanges. Faire commun c'est d'abord échanger, être pédagogue, construire une relation d'indépendance.
- Créer des espaces de rencontre pour mettre en valeur la richesse du terreau culturel local.

- Il faut fédérer. Mais comment casser les inimitiés et les réseaux ? La mairie doit être facilitatrice mais quoi inventer de nouveau ?
- « On est empêché depuis trop longtemps et pour des tas de raisons. C'est le moment de rebondir, d'essayer de construire ».
- Le nouveau projet doit être transversal et doit casser les silos. Elargir la question culturelle aux citoyens pour dépasser ce que les acteurs culturels disent et surtout pour qu'ils entendent.
- Mais qu'est qu'on fait de tous ces échanges ? Il faut veiller à l'efficacité dans l'écriture d'un projet.
- Ce projet doit comporter des axes forts sur la jeunesse, les représentations sur les publics.
- Il est probablement aussi nécessaire de réaliser un grand inventaire : qu'est-ce que chacun fait, avec qui et comment on fait pour aller faire ailleurs, comment on invite des artistes d'ailleurs pour détourner notre regard ?...
- Il faut trouver le juste équilibre entre la valorisation de ce qui se fait ici et l'accueil d'artistes d'ailleurs qui viennent créer avec nous.
- Il faut oser, oser prendre des risques au risque de déplaire. Ne pas faire de choix consensuels, se souvenir de Sigma.
- Il faut remettre du désir de partage et de solidarité en cassant les codes de la ville de Bordeaux, remettre l'humain au cœur du débat.
- Il faut permettre de jouer partout. Pourquoi est-ce si difficile à Bordeaux ?
- Bordeaux est une ville qui s'autosatisfait beaucoup quitte à faire comme si les problèmes n'existaient pas.
- Casser les cloisonnements, l'incapacité chronique à faire ensemble.
- Quel avenir pour la fête du vin et la fête du fleuve ? Quel avenir pour la saison culturelle estivale ? Pourquoi n'avoir jamais travaillé davantage avec le monde du vin ?